

LES PÂTURAGES COMMUNAUTAIRES DES RÉ-
SERVES INDIENNES EN SASKATCHEWAN
ET EN ALBERTA

Question n° 1570—**M. Burton:**

En ce qui concerne les pâturages communautaires énumérés dans la réponse à la question n° 1031 a) en 1969, combien de têtes de bétail ont été mises dans les pâturages appartenant aux membres des bandes indiennes, dans chaque réserve, b) au cours de la même année, combien y en a-t-il eu qui appartenait à d'autres personnes, c) en ce qui concerne la partie b), quels sont le nom et l'adresse de chaque propriétaire et à combien s'élevaient les têtes de bétail de chacun dans la pâturage, d) en 1970, combien prévoit-on de têtes de bétail appartenant aux Indiens dans chaque pâturage, e) au cours de la même année, combien y en aura-t-il appartenant à d'autres personnes, f) en ce qui concerne la partie e), quels sont le nom et l'adresse de chaque personne autorisée à posséder du bétail dans les pâturages en 1970 et à combien avaient-ils droit dans le pâturage?

(Le document est déposé.)

LA PRISON DE BATH-MILLHAVEN

Question n° 1595—**M. Alkenbrack:**

1. A combien d'argent se monte le total des contrats pour la construction et l'achèvement du centre pénitentiaire de Bath-Millhaven?

2. Jusqu'à présent, combien a-t-on adjudgé de contrats dans le but de construire cette prison?

3. Quels sont les noms de chacun de ceux qui ont obtenu un de ces contrats?

4. Quel était le montant de chaque soumission, de la plus élevée à la plus basse?

5. Combien d'autres contrats faudra-t-il que le gouvernement adjudge encore pour que le projet soit réalisé?

6. Quelle méthode d'inspection a-t-on adoptée pour chacun des contrats, qu'ils soient réalisés ou qu'ils soient encore en cours?

7. Quels sont les noms des employés ou des représentants du gouvernement qui ont agi en qualité d'inspecteurs pour les contrats du centre de Bath-Millhaven?

(Le document est déposé.)

M. Baldwin: Sauf erreur, monsieur l'Orateur, le secrétaire parlementaire n'a pas mentionné la question n° 1646. Dans le cas contraire, je le prierais de m'excuser. C'est une question très simple se rapportant à des faits qui doivent être à la portée du gouvernement; il s'agit du cargo *Oronsay* et, vu l'inquiétude du public, on devrait y répondre. J'espère que le secrétaire parlementaire s'en occupera afin de nous fournir la réponse bientôt.

M. Orlikow: Le 19 décembre, monsieur l'Orateur, j'ai inscrit la question n° 773 au *Feuilleton* demandant des renseignements au sujet d'une étude sur la politique du logement

[M. Paproski.]

et sur les problèmes urbains effectuée pour le ministre d'État chargé de l'habitation. Il y a plus de quatre mois qu'elle est au *Feuilleton*. C'est une question assez simple et j'espère que la réponse ne tardera pas à venir.

M. Fairweather: Monsieur l'Orateur, le 19 avril, j'ai fait inscrire au *Feuilleton* la question n° 1284, à la suite d'une déclaration fort intéressante que le premier ministre a faite aux étudiants de l'Université Carleton concernant notre politique à l'égard de la République sud-africaine. Il y a quelques jours, j'ai demandé au président du Conseil privé s'il pouvait accélérer la réponse. Il s'agit d'une réponse assez simple et j'aimerais qu'on me la fournisse bientôt.

L'hon. M. Macdonald: J'enquêterai sur cette affaire, monsieur l'Orateur.

● (2.30 p.m.)

QUESTIONS ORALES

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA POSSIBILITÉ D'ENRAYER L'INFLATION PAR D'AUTRES MOYENS

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que les taux d'intérêt sans cesse croissants n'ont pas ralenti l'inflation ces quatre dernières années, qu'au contraire ils ont fait monter les prix, poussant ainsi l'inflation à un rythme de plus en plus accéléré, le gouvernement considère-t-il d'autres méthodes d'enrayer l'inflation—particulièrement le contrôle de la montée des prix par des stimulants fiscaux—avant que sa politique de restriction de l'économie qui cause plus de chômage ne mène le pays à une crise économique dont il ne se relèvera pas avant bien des années?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): C'est un discours très intéressant, monsieur l'Orateur. Je discuterai la question avec le ministre des Finances. Merci beaucoup.

M. Baldwin: Il est grand temps que vous agissiez.

L'hon. M. Hees: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre est-il disposé à discuter cette question d'importance capitale en public au moment et au lieu qu'il voudra bien choisir?

Le très hon. M. Trudeau: Ma foi, monsieur l'Orateur, si le député démissionnait, je songerais peut-être à parler contre lui dans sa circonscription lors de l'élection partielle.